L'examen : lieu de l'équité scolaire ?

Pierre-Louis Gauthier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1363>

DOI : 10.4000/ries.1363

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 23-27

ISBN : 978-2-85420-564-0

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Pierre-Louis Gauthier, « L'examen : lieu de l'équité scolaire ? », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 37 | décembre 2004, mis en ligne le 17 novembre 2011, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1363> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1363>

diplômes et examens de l'enseignement secondaire

L'examen : lieu de l'équité scolaire ?

Passe ton bac d'abord !
(dicton populaire)

Pierre-Louis Gauthier

Historiquement, les examens ont toujours accompagné les processus de formation, jouant également le rôle d'entrée initiatique dans la société du savoir, apanage des adultes, des anciens. Par la finalité qu'ils donnent à l'enseignement, par les limites qu'ils fixent pour la formation, par la reconnaissance sociale qu'ils apportent à l'action éducative et à ceux qui en bénéficient, leur place dans les systèmes éducatifs est essentielle. L'allongement de la scolarité obligatoire, le mouvement général de prolongement du temps d'études, ont déplacé vers le secondaire la validation des acquis scolaires de base. Les examens du secondaire et leurs diplômes, et en particulier l'examen terminal (baccalauréat, *maturità*, *matura*, *Abitur*, *A-level*, etc.), contribuent d'une part à légitimer la fonction éducative, d'autre part à assurer l'interface entre la sphère scolaire, les études longues et la sphère du monde du travail.

Le présent dossier ne prétend pas à une improbable présentation exhaustive des formules de certification mises en œuvre. Mais à travers quelques exemples choisis en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique, on verra se dessiner les réponses que tente d'apporter la certification secondaire aux problématiques éducatives actuelles.

« Passe ton bac d'abord ! »... Cette antienne sonne fréquemment aux oreilles des adolescents qui, parvenus au terme de l'enseignement secondaire, aspirent à une certaine émancipation. Dans cette admonestation, le mot « bac », né en même temps que l'examen actuel créé en 1880 par Jules Ferry, évoque également en français le franchissement d'un cours d'eau, comme d'ailleurs sa forme plus familière, le bachot. Et en effet, pour le jeune, l'examen terminal du

secondaire représente bien un véritable passage vers plus d'autonomie, passage qui coïncide d'ailleurs peu ou prou avec sa majorité civique. Pour les familles, le bac représente une mutation importante : la sortie de l'état d'irresponsabilité dans lequel l'adolescent était jusqu'alors confiné. Mais c'est aussi la sortie du cocon familial vers un monde d'incertitude et de compétition et l'on sait dans tous les milieux que terminer une bonne formation secondaire est devenue la condition pour aborder un marché de l'emploi exigeant en qualification. Partout cette signification sociale de l'examen terminal est soulignée par des rituels qui accompagnent le déroulement des épreuves, la proclamation des résultats, la remise des diplômes. De la *stodniowka* polonaise¹ au *juillet noir* chinois (Xiaohui Wang)², cérémonies institutionnelles, fêtes familiales, monômes et chahuts marquent ce moment de la vie scolaire nationale. Les médias amplifient l'événement, accordant une large place aux commentaires concernant les « sujets » proposés, les réactions des candidats, les résultats, les pourcentages de réussite, déterminants pour le « classement » des établissements (Margaret Sutherland, Marie Meyers).

Pour les enseignants, c'est l'un des rares moments de reconnaissance sociale de leur fonction. Pour eux, le franchissement consiste à transformer le capital scolaire qu'ils ont contribué à constituer en un capital symbolique qui sera reconnu hors de la sphère scolaire. Rare moment de rencontre des pratiques sociales de l'éducation et de celles du travail³.

Le prestige qui accompagne un examen est renforcé par l'attention que l'appareil d'État lui prête, au crédit qu'il lui accorde, aux moyens qu'il met en œuvre pour l'assurer. Pendant près d'un siècle, le certificat d'études primaires, créé lui aussi par Jules Ferry, a rempli ce double rôle de légitimation de la scolarisation et de garantie pour le marché du travail. Cet examen emblématique de l'école publique, comportait déjà ses rituels, ses exigences souvent formelles et aussi ses dérives vers le ...bachotage. De nos jours, le baccalauréat est en passe de jouer ce rôle unique de certificat de fin d'études secondaires, si l'on réalise qu'en France, près de 70 % d'une classe d'âge parvient à ce niveau. D'ailleurs le « bac » porte ombrage à l'examen qui est censé remplir le rôle de certificat de fin d'études obligatoires, le brevet, qui par manque de considération sociale et par désintérêt du politique périclite doucement (Marc Fort).

Le politique s'est toujours montré très attentif au devenir des examens de fin du secondaire : parce que l'on sait quel passeport il représente pour l'emploi, parce que les résultats sont un bon révélateur du fonctionnement de l'institution scolaire, parce qu'enfin le corps social attend de son école une pérennité et une sauvegarde de l'action éducative... Toute décision politique

1. Bal de gala organisé dans chaque lycée polonais, cent jours avant le baccalauréat.

2. Les noms d'auteurs renvoient aux articles publiés dans le présent dossier.

3. S. Perez, *Education et travail*, L'Harmattan, 2001.

concernant un examen terminal implique un double engagement : à court terme, le choix de l'utilisation des ressources du système éducatif, nécessairement finies, à long terme la gestion des flux qu'elle fait naître vers les études plus longues et l'emploi. C'est dire que toute légèreté ou démagogie en ce domaine ont rapidement des conséquences néfastes (J-M. Bernard - F. Robert). Tous les auteurs soulignent la difficulté de faire évoluer ce type d'examen conclusif devenu souvent obsolète par rapport à de nouveaux enjeux professionnels. Les objectifs de l'examen, les intentions des examinateurs, oscillent souvent entre la certification des compétences et des acquis scolaires présents et les aptitudes futures. Pourtant, l'immobilisme en la matière rassure l'opinion qui tolérerait mal que l'on touchât au « monument national » (Marc Fort), au « monstre sacré » (Margaret Sutherland) que symbolise l'examen final du secondaire. Il faut généralement un réel bouleversement politique (Jan Kuriata) ou un courage politique certain pour qu'on apporte quelques retouches (J-M. Bernard - F. Robert).

Passes ton bac d'abord ... Mais quel bac ? Le baccalauréat est exposé lui aussi à la massification de l'enseignement née de la démocratisation. Certes, le politique emboîte le pas et décrète les quotas futurs de reçus pour une tranche d'âge. Mais le conservatisme académique, porteur des valeurs universitaires, gêne et se révèle incapable de s'adapter. Les solutions sont diverses. Au Royaume-Uni, on fragmente l'examen en plusieurs niveaux avec des nuances entre les différents pays (Margaret Sutherland). En France, on multiplie les baccalauréats et leurs séries internes afin de tenter de répondre à la demande des professions (Marc Fort). En Afrique de l'ouest où la problématique devrait rester centrée sur l'éducation de base, l'examen de l'école moyenne connaît des variantes sensibles d'un pays à l'autre (J-M. Bernard - F. Robert). Au Canada, il n'y a pas d'équivalence possible entre provinces, ni même entre établissements (Marie Meyers). L'État, les familles, les médias accordent-ils une égale dignité à ces différents examens terminaux ? La mise en parallèle de ces examens est éclairante sur les déficits de crédit et de considération et sur leur rôle dans le maintien de la ségrégation sociale dans l'emploi et dans les études post-secondaires. En France, 85 % des enfants de cadres d'une tranche d'âge accèdent au diplôme, tous baccalauréats confondus, pour 51 % des enfants d'ouvriers (2 % en 1930).

On comprendra que les voies professionnelles du secondaire et les certifications auxquelles elles aboutissent constituent une préoccupation croissante dans les pays industrialisés comme le Japon, la Grande-Bretagne, le Canada, la France (Daïsuke Sonoyama, Margaret Sutherland, Marie Meyers) et que certains articles y soient presque intégralement consacrés. Au Japon notamment, l'enseignement secondaire peine à prendre en compte les demandes de qualification professionnelle mouvantes du marché de l'emploi autant que les mutations de la société japonaise.

Autre aspect du débat sur les examens, les relations du secondaire avec l'enseignement supérieur qu'il s'agisse de la formation générale ou de la formation professionnelle. Lorsque le baccalauréat ouvre directement la porte à l'enseignement supérieur comme en France où il est le premier grade universitaire, le passage devrait se faire sans difficulté. C'est compter sans les formes détournées de sélection, *numerus clausus*, inscriptions anticipées, entretiens, précocité de certains élèves choisis à l'avance, procédés qui sont monnaie courante dans l'institution universitaire mal préparée à la montée de la massification, et qui manifeste un raidissement malthusien. Dans les pays où la certification secondaire reste indépendante du post-secondaire, la préparation de l'examen d'entrée à l'université soit national comme le *center-nyushi* japonais, soit local comme au Canada, donne lieu à une tension intense dans une ambiance de compétition farouche, où de subtiles stratégies de contournement sont mises en œuvre. En Ontario, de nombreux paramètres extra-scolaires et financiers sont pris en compte : autres facteurs de sélection ! (Marie Meyers). On constate ainsi que de nouvelles catégories des classes moyennes se détournent de la voie universitaire et s'orientent plus volontiers vers les filières professionnelles et technologiques du supérieur, mieux adaptées à affronter les réalités de l'emploi.

Les modalités pratiques de déroulement des examens pourraient sembler mineures auprès de ces considérations. Elles révèlent pourtant la culture de l'éducation et la philosophie du passage initiatique en fin de secondaire propres à chaque pays. Entre l'épreuve écrite, chère aux Français et le contrôle continu plutôt anglo-saxon, entre l'épreuve de dissertation et le QCM, les différences sont suffisamment importantes pour caractériser un examen. La part faite à l'expérience personnelle, au dossier de recherche, au travail d'intérêt communautaire, introduisent des variables qui donnent à chaque système son caractère. Ici l'anonymat semble garant de l'équité, là on estime que la connaissance de l'élève est nécessaire à une juste appréciation de son travail. Pourtant, aucune de ces formules ne renferme de solution radicale à l'inégalité scolaire ⁴; l'objectivité des corrections, des appréciations, les écarts constatés entre les provinces, les établissements, les correcteurs, posent toujours problème (Marc Fort). En fait qu'évalue-t-on ? Les critères des examinateurs oscillent entre validation des acquis scolaires et des compétences présentes et appréciation des aptitudes futures. Résoudre le dilemme de la subjectivité permettrait de faire un pas de plus vers plus d'équité. L'élaboration des épreuves, des sujets, des corrections, entièrement aux mains des enseignants, participe de ce pouvoir que donne la maîtrise d'un examen, de l'influence qui peut s'exercer sur son déroulement, son évolution ou au contraire son immobilisme. Confier ces procédures à des organismes extérieurs revient à remettre en cause ce pouvoir au profit

4. « Inégalités scolaires, inégalités sociales », symposium francophone d'éducation comparée, La Havane, 2004.

d'instances indépendantes qui n'ont plus pour préoccupation la sauvegarde d'intérêts corporatifs. On comprend l'émotion soulevée en Pologne (Jan Kuriata), au Royaume-Uni (Margaret Sutherland) par la mise en œuvre de nouveaux dispositifs qui ne peuvent d'ailleurs s'appuyer que sur une administration solide et crédible.

Enfin, se pose *in fine*, devant les résultats globaux et les classements complaisamment étalés dans les médias, le rôle évaluateur de l'examen à partir de ses propres productions qui n'épargne ni le système éducatif, ni l'établissement, ni même l'enseignant.

Les examens du secondaire, aboutissement d'un déjà long parcours scolaire, représentent une sorte de concentré des traditions éducatives. C'est dire que la comparaison s'y révèle particulièrement périlleuse. Des formules de diplômes européens, voire internationaux font timidement leur apparition. Souvent réservés à une élite choisie, ils ne représentent pas actuellement la panacée non plus. L'avenir dira si la nécessaire mobilité professionnelle et universitaire les imposera avec plus de conviction.